



Occupations militaires et constructions nationales dans les Balkans (1821-1922)

Athènes, 20-21 mai 2010

Organisation : Anne Couderc (EFA), Alexandre Toumarkine (IFEA)

Appel à communications

Le groupe d'étude sur *les occupations militaires dans les Balkans* est organisé par l'École française d'Athènes et l'Institut Français d'Études anatoliennes. Il rassemble des spécialistes de l'histoire de l'Empire ottoman, de l'Autriche-Hongrie, des différents pays des Balkans mais aussi de l'histoire militaire et de l'histoire de la violence de guerre.

Il est partie prenante de l'axe consacré aux Balkans du programme *Les occupations militaires en Europe* (www.occupations-militaires-europe.com) porté par l'Institut de Recherches Historiques du Septentrion (IRHiS) et la Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société (MESHs) (université de Lille-III), financé par l'ANR et coordonné par Jean-François Chanet (IRHiS-Lille III). L'objet de ce programme à l'échelle de l'Europe est l'étude de la conflictualité dans le processus historique de construction des États modernes de l'Europe et de l'identité européenne.

L'étude des occupations militaires dans les Balkans permet la prise en compte d'un passé ottoman commun à l'ensemble des pays des Balkans, tout comme celle du lent et souvent conflictuel rapprochement des États et des sociétés du Sud-Est européen avec le reste de l'Europe. La période chronologique retenue, 1821-1922, est celle qui voit, depuis l'indépendance grecque jusqu'à l'effondrement de l'Empire ottoman, l'apparition successive de tous les États balkaniques issus de celui-ci. Elle correspond exactement, sans doute plus et plus brutalement encore qu'ailleurs en Europe, au passage d'une société d'ancien régime et d'Empire, faite de populations mêlées qui n'occupaient jamais un territoire de façon exclusive et dont les sentiments d'appartenance religieux primaient sur tout autre, à des sociétés fortement territorialisées, nationalisées et concurrentes.

L'enjeu principal de ce colloque sera de prendre la mesure de la place des occupations militaires dans ce processus de dissociation et de polarisations identitaires, caractérisé pendant toute la période par les guerres entre les États balkaniques et le pouvoir ottoman, les guerres entre les différents États balkaniques en cours d'émergence, et par les multiples interventions des grandes puissances, parties prenantes comme belligérants ou comme médiateurs. Les occupations militaires ont été la conséquence de ces revendications nationales et de ces mouvements belliqueux. Mais il s'agit surtout ici de

comprendre quel rôle actif celles-ci ont, à leur tour, exercé dans la construction et l'individualisation des nations et des États des Balkans.

Il s'agit, de ce point de vue, de cerner le rôle des épisodes d'occupation qui ont souvent résulté des interventions des grandes puissances, de temps de paix comme de temps de guerre, dans la constitution et l'organisation des États, par le transfert de modèles d'administration militaire mais aussi civile, économique et culturelle. Quelle fut, en particulier, leur contribution à l'invention et à la définition de nouveaux territoires et identités appuyées sur l'importation de techniques scientifiques opposées aux coutumes et aux traditions orales, telles que la cartographie scientifique ou l'archéologie ? Cette question des transferts est loin d'être vierge mais peu de travaux lient dans une unique problématique, à la suite de ceux de Bernard Lepetit, la question de la connaissance scientifique et celle de la présence armée dans le processus d'édification d'un nouvel État dans la région (*in* Bourguet, Lepetit, Nordman, Sinarellis, 1998). En outre, l'angle fourni par l'étude des occupations et, en particulier, des relations entre occupés et occupants permet d'une façon remarquable de prendre en compte les réalités locales, héritées entre autres de la société ottomane, sur lesquelles les greffes ont pu s'opérer. Cet aspect de l'étude doit aussi permettre de faire progresser la connaissance, pour la fin de la période considérée, de l'œuvre de l'armée d'Orient, étudiée, par le groupe de recherche, comme corps d'occupation, avant et après la fin de la Première Guerre mondiale.

Au-delà, ce colloque aura pour objet les effets des occupations militaires menées par les forces armées d'un État balkanique sur le territoire, généralement voisin, d'un autre État balkanique, dans le développement d'une vision de l'autre, occupant ou occupé, contribuant à cette dissociation entre des populations jusque-là mêlées sur un même territoire et, parfois, associées dans les mêmes pratiques religieuses. La définition, parallèlement à l'apparition des États modernes et de leurs frontières dans l'espace balkanique, d'un droit international visant à la protection du droit des gens concurrent des pratiques en vigueur dans l'Empire ottoman devra notamment être prise en compte dans ce processus de dissociation ethnique et identitaire. Il en est ainsi, par exemple, de la question des enrôlements qui traditionnellement se faisaient dans les Balkans sur la base de l'adhésion de réseaux de guerriers et de leurs chefs, indépendamment des appartenances territoriales, qui déboucha, au cours des épisodes d'occupation des guerres balkaniques et de la Grande Guerre sur d'innombrables enrôlements de citoyens de l'État occupé considérés comme des nationaux de la part de l'État occupant. Ces pratiques, qui ne furent certes pas une spécificité balkanique, ont été dénoncées et caractérisées par le juriste et criminologue suisse Rodolphe Archibald Reiss, expert au congrès de la paix, à l'occasion de plusieurs rapports sur les occupations balkaniques pendant la Grande Guerre et dans son ouvrage *Les infractions aux règles et lois de la guerre* (1918). De quelle façon l'émergence des normes nouvelles du droit international et en particulier du droit des gens, appliquées aux complexes fronts balkaniques, a-t-elle pu contribuer à la fin progressive des appartenances multiples et au processus de construction nationale dans la région ?

Les résultats des enquêtes du groupe de recherche sur les occupations militaires dans les Balkans ont d'une part pris, depuis la constitution du groupe à l'occasion de l'atelier réuni à Athènes en mars 2008, la forme d'une recension des occupations militaires dans les Balkans du début du XIX^e siècle à 1922, menée collectivement, qui sera présentée et analysée dans le cadre du colloque. D'autre part, les études de cas menées au cours du programme feront l'objet de plusieurs exposés ou de communications à deux ou trois voix de la part de chercheurs ayant enquêté sur les mêmes thématiques ou les mêmes épisodes d'occupation à partir de sources nationales différentes, permettant le croisement et la comparaison ainsi que la prise en compte de la réciprocité des influences.

Une telle démarche, en mobilisant l'histoire croisée prônée par Michael Werner et Bénédicte Zimmermann (2004), constitue sans nul doute une clé pour pouvoir appréhender et comprendre les Balkans dans leur ensemble. Il rejoint, au sein des pays des Balkans eux-mêmes, les initiatives d'historiens comme Christina Koulouri et les auteurs du manuel d'histoire balkanique (2005) en faveur de l'écriture d'une histoire commune à l'ensemble des pays des Balkans, basée sur la comparaison et la mise en exergue d'expériences semblables, permettant de dépasser les clivages nationaux au sein du Sud-Est européen et dans ses rapports avec le reste de l'Europe.

Trois parties structureront le colloque :

- 1) **Présentation du répertoire des occupations militaires dans les Balkans.** Recension et typologie collectivement menées par le groupe de recherche.
- 2) **Grandes puissances et occupations militaires dans les Balkans.** Le rôle et les interventions des grandes puissances, à l'occasion d'épisodes d'occupation, dans la construction des nouveaux États dans les Balkans, de l'expédition de Morée aux travaux de l'armée d'Orient.
- 3) **Vision de l'autre et construction des différences nationales au cours des occupations militaires dans les Balkans.**

Les langues de communication du colloque seront le français et l'anglais

Propositions de communications

Les propositions de communication sont à envoyer, **avant le 15 juin 2009**, par courrier électronique, à :

Anne Couderc (anne.couderc@efa.gr) et Alexandre Toumarkine (alextoumark@yahoo.com).

Elles comporteront un **titre de communication** et un **résumé d'une page** rédigés en **français ou en anglais** présentant notamment les problématiques mises en œuvre ainsi que les sources sur lesquelles la communication s'appuiera.

Une réponse sera donnée par les organisateurs dans le courant du mois de juillet 2009.

Les participants fourniront le texte définitif de leur communication un mois avant le colloque, afin qu'il soit communiqué aux discutants du colloque ainsi qu'aux interprètes chargés de la traduction simultanée.